

Plans de secours et de reconstruction de la Bande de Gaza

Entre la stratégie du « Développement de la Résilience » et la stratégie de « Nourrir pour survivre ».

Perspectives concernant les stratégies d'intervention sur le dénuement et l'absence de sécurité alimentaire dans la bande de Gaza



Texte de travail présenté à la séance d'études des Nations Unies qui a lieu dans leurs bureaux

à Vienne-Autriche

du 31 mars au 1^{er} avril 2015

au sujet de l'accélération des opérations de secours, de relance et de reconstruction de Gaza

après la guerre

Présenté par Ahmed Sourani (expert en développement)

Tél. mobile 00970595858528, fixe : 009708285561

e-mail : haninahmed@hotmail.com

Gaza - Palestine

mars 2015

Introduction

Les circonstances de la dernière guerre ont mis la Bande de Gaza devant des défis et des choix difficiles, d'abord le défi de la réhabilitation, de la reconstruction des secteurs économiques, des maisons et des bâtiments détruits, puis celui de trouver des moyens de subsistance pour ceux qui ont souffert de la guerre. Pour cela nous mentionnons l'importance de la compréhension, et le démantèlement des relations de pouvoir et de contrôle sur les check-points, les frontières et les lieux d'isolement, ainsi que sur le mouvement des marchandises et des matériaux de construction nécessaires à court, moyen et long terme. Servir l'opération de reconstruction et les intérêts des groupes touchés par la guerre (surtout ceux qui souffrent encore beaucoup des privations et des difficultés économiques) et modifier les processus politiques complexes à l'intérieur comme à l'extérieur, cela dépend souvent de l'évolution de ces processus aussi bien que de l'efficacité de la pression et du soutien régionaux et internationaux.

Selon le Bureau central des statistiques palestinien, le taux des travailleurs en Cisjordanie, au milieu de l'année 2014, est autour de 81 % des forces de travail équivalant à 632.367 travailleurs par rapport à un taux de chômage de 19% équivalant à 148.333 chômeurs. Dans la Bande de Gaza le taux effectif de travailleurs, jusqu'au milieu de 2014 (ou au début de la guerre de juillet), était de 67,4 % de travailleurs effectifs équivalant à 274.720 travailleurs par rapport à 32.6 % de chômeurs équivalant à 132.876 chômeurs. La guerre à Gaza, qui a duré cinquante-et-un jours, du 8 juillet jusqu'au 28 août 2014, et qui a entraîné la destruction totale ou partielle de plus de 150 usines, de 200 entreprises agricoles et de 10000 maisons, bâtiments résidentiels, commerces et petits ateliers, avec pour conséquence la paralysie de la vie économique après la transformation de la Bande de Gaza en zone sinistrée, a provoqué une forte augmentation du taux de chômage à partir du 1^{er} août et jusqu'au jour de la rédaction de ce texte. Environ 50 % du total des forces de travail (qui était de 427000 personnes), ce qui équivaut à 213.500 chômeurs, attendent la fin du blocus et le retour de l'activité économique dans les secteurs de la production et des services liés à la reconstruction, celle-ci étant elle-même liée au soutien financier des donateurs qui, au Congrès du Caire du 12 octobre 2014, ont promis de donner les sommes nécessaires à la réalisation du plan de reconstruction.

La présence de 213.500 chômeurs dans la bande de Gaza, et en supposant que chacun, au minimum, subvient aux besoins de 4 personnes, montre qu'il y a environ 854.000 citoyens, 49% de l'ensemble des habitants de Gaza, qui souffrent de la pauvreté et de l'absence de sécurité alimentaire. Ils vivent au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 2\$ par jour) par rapport à 40 % de personnes (700.000) qui vivent au niveau du seuil de pauvreté. Il faut signaler ici que 70 % des chômeurs sont de jeunes diplômés, qui sortent des universités, instituts et collèges et qui aspirent à gagner une vie sûre et digne.

Le nombre de travailleurs effectifs dans la Bande de Gaza est actuellement de 221.350 citoyens se répartissant ainsi :

Employés payés par Ramallah : 78.000

Employés payés par Gaza : 40.000

Travailleurs du secteur agricole : 20.000

Travailleurs dans le secteur industriel : 17.000

ONG (locales et internationales) : 14.000

Secteur des services, de la création et du marché parallèle, tel que les vendeurs ambulants et autres : 44.500

L'agriculture et la sécurité alimentaire..

Les défis et les stratégies sociétales et institutionnelles pour l'adaptation positive

Il est difficile de parler du problème de la sécurité alimentaire sans tenir compte des conditions et des défis du secteur agricole dans ses dimensions locales et nationales, liées à la division des territoires palestiniens occupés.

Suite au retrait israélien de Gaza, en 2005, et au démantèlement des colonies, la surface des terres agricoles est passée de 170.000 dunums à 192.000 dunums. Malgré cette augmentation des surfaces agricoles les dernières années ont connu une diminution constante du domaine agricole pour différentes raisons, dont les plus importantes sont: la croissance rapide de la population (3,5%), la fragmentation des propriétés agricoles (1-3 dunums par agriculteur), l'expansion urbaine moderne, l'augmentation de la demande d'achat de terrains pour la construction, outre les mesures prises par l'armée israélienne pour mettre en place la zone tampon le long de la frontière entre Gaza et Israël (17000 dunums environ). Actuellement la surface agricole est de 100000 dunums. Tout cela a entraîné la diminution de 50% du taux d'autosuffisance en certains produits agricoles, et la diminution de la production animale.

La disparition du secteur agricole rural était obligatoire au profit du secteur agricole urbain et semi-urbain, qui nécessite une planification et une approche stratégique nouvelle allant vers ce qui est connu comme "le développement agricole urbain", à savoir une stratégie réaliste pour l'adaptation positive face aux cas de dénuement et d'insécurité alimentaire, et pour le renforcement de l'organisation du marché local dans un espace caractérisé par ses crises prolongées.

Concernant le secteur de la pêche, environ 3.600 pêcheurs et leurs familles souffrent du dénuement et de l'incapacité, sans précédent, à assurer leurs moyens d'existence. Ils sont toujours pris au piège dans la zone de pêche, qui ne dépasse pas trois miles nautiques, bien que l'accord d'Oslo ait adopté 20 miles nautiques, et malgré les récents accords élargissant à 6 miles! Mais la réalité imposée par l'occupation israélienne est encore au-delà de ces limitations. La production annuelle du secteur de la pêche dans la bande de Gaza, est de 2.000 à 2.500 tonnes, alors que les besoins effectifs sont de plus de 8000 tonnes par an! Face à ces situations complexes un certain nombre de pêcheurs et d'agriculteurs ont eu l'initiative commune d'élaborer une stratégie d'adaptation positive réussie et encourageante et de trouver des alternatives à la production de poissons hors de l'eau de mer par le biais de projets spéciaux de pisciculture.

Aperçu des conditions de l'eau et de l'environnement

A propos de la situation de l'eau et de l'environnement dans la bande de Gaza, de nombreux rapports nationaux et internationaux sur le thème de la croissance de la population au cours des deux dernières décennies et de son impact sur l'augmentation de la consommation d'eau à des fins domestiques, agricoles, industrielles et de services à partir des aquifères, montrent que cette consommation est d'environ 160 millions de mètres cubes par an, alors que la ressource naturelle alimentant le réservoir souterrain d'eau pluviale ne s'élève qu'à 80 millions de mètres cubes. Cela signifie que la bande de Gaza par la théorie "des vases communicants" flotte sur un réservoir constitué à plus de 90% d'eau de mer salée et d'eaux usées. Les réserves d'eau sont à l'heure actuelle impropres à la consommation humaine, ce qui menace d'aggraver les risques de crise sanitaire et d'étendre la zone de vulnérabilité économique, agricole et environnementale. Dans une telle situation de pénurie d'eau, une grande partie de la population (environ 70%) est obligée d'acheter l'eau potable et à usage domestique, ce qui conduit à l'augmentation des charges familiales pour des milliers de familles. Et les familles très pauvres, qui ne peuvent pas acheter leur eau, sont obligées d'utiliser l'eau disponible. Les normes internationales pour le seuil de pauvreté en eau est de 500 mètres cubes par personne et par an, ce qui signifie 1,3 mètre cube par jour, mais cette norme est irréalisable dans les conditions de la bande de Gaza, où la part individuelle quotidienne est beaucoup moins élevée. Cela fait ressortir l'importance des stratégies et initiatives communautaires locales d'adaptation positive, comme certains projets de récupération d'eau de pluie (à partir des serres sur les toits) et de traitement des eaux usées à des fins agricoles, même de façon limitée. Le problème de l'approvisionnement en eau potable demeure une priorité absolue, ce qui nécessite l'accélération de la création de stations pour dessaler l'eau de mer afin d'assurer 80 millions de mètres cubes par an pour couvrir les besoins de la population.

Quels moyens d'intervention?

Cela nous amène naturellement à un autre défi, concernant les stratégies de réponse et d'intervention (institutionnelle et programmatique) prévues vers les opérations de secours, de relance et de reconstruction, dont on espère qu'elles pourront compléter et renforcer les initiatives

et stratégies pour l'adaptation positive créées par la communauté locale, ses organisations de secours et de développement. Celle-ci était parfois aussi proche que possible des moyens de développement existants pour accroître la résilience et la résistance dans les cas de vulnérabilité et de crises sévères, surtout grâce à la création d'alternatives économiques et sociales et au bénévolat, qui sont un soutien important sous le blocus et au cours de la récente guerre et au-delà.

Les habitants de la bande de Gaza, attendent une réponse et une ingérence différentes cette fois, une approche axée sur la perspective de développement stratégique, qui favorise la résilience, la résistance, l'autosuffisance des ressources disponibles malgré la faiblesse des disponibilités pendant les crises, du fait de l'occupation ou d'éléments de la nature. Ils attendent une approche de développement participative et communautaire qui respecte les expériences déjà existantes, au lieu de les annuler ou de les proscrire, et sur lesquelles il se fonde. Une approche dans laquelle la première et la dernière voix sont celles du citoyen palestinien, un citoyen traité, non pas comme un pauvre nécessiteux qui attend l'aide à la consommation et des secours temporaires (certes très importants à des moments précis), mais en tant que citoyen lésé, dans la Bande de Gaza et en Palestine en général, qui attend des interventions complémentaires aux efforts institutionnels locaux. Ces interventions, fondées sur les principes de partenariat complet avec les institutions arabes, régionales et internationales, doivent respecter et promouvoir les droits et la dignité des Palestiniens et leur souveraineté sur les sources et les ressources, et appuyer leur volonté d'émancipation de l'occupation.

L'une des principales leçons vécues à Gaza, est représentée par la volonté de la société palestinienne, à l'ombre du blocus et de la guerre, de promouvoir les stratégies d'adaptation et de solidarité positives. Un des exemples est le rôle joué par les jardins domestiques pour assurer la sécurité alimentaire pour de nombreuses familles pauvres; un autre exemple est, quand des centaines, voire des milliers de familles ont ouvert leurs portes (mouvement social spontané) pour accueillir les milliers de familles sans abri pendant et après la guerre, satisfaire leurs besoins les plus élémentaires de nourriture et de boisson, et leur fournir un soutien matériel et moral généreux, sans contrepartie. Nous ne pouvons calculer le coût de cet effort de solidarité de la communauté. La volonté de survivre et l'adaptation positive en cas de crise, c'est cela le peuple palestinien, et c'est cela sa culture sociale et nationale, associée à la notion de solidarité. Et ce qui nous est demandé à tous, c'est de travailler sur son renforcement afin de réduire les risques au moment des crises.

Mais objectivement, il est à souligner que le discours de capitulation et de recul de l'autonomie dans le renforcement de la sécurité alimentaire dans la Bande de Gaza, ne sera réfuté que par le biais de l'intégration économique en général et agricole en particulier entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, par la logique d'une unité géographique d'une part et la mise en avant de la nécessité d'un Etat palestinien indépendant, conformément aux résolutions internationales, sur le territoire de 1967, avec Jérusalem comme capitale, d'autre part. Sur une superficie totale de 5800km², la Cisjordanie possède environ 1,6 million d'acres propices à l'agriculture, et environ un million d'acres de terres pastorales pouvant couvrir les besoins en viande et assurer le soutien au secteur de la production animale. La totalité de ces espaces, si elle est exploitée, permet de couvrir les besoins de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza en produits agricoles. Ces vastes espaces peuvent former un panier alimentaire complet fournissant un filet de protection permanent pour la sécurité alimentaire palestinienne future.

- Accélérer le rythme de mise en œuvre du plan de réhabilitation et de reconstruction, en tenant compte de l'expérience, de l'expertise et des ressources locales (sociales et institutionnelles), notamment en ce qui concerne la réhabilitation et la reconstruction des terrains, des installations et des moyens agricoles de subsistance avec ses nombreuses facettes, en fonction de l'approche "de développement agricole et urbain" renforcée pour aider à la poursuite de la production, de l'industrialisation et des marchés locaux dans le cadre d'un plan palestinien national et global.

- Faciliter le développement des capacités des acteurs de la société locale et de ses institutions dans le domaine du développement des chaînes de valeur ajoutée; et renforcer l'approche "les marchés travaillant pour les pauvres".
- S'occuper non seulement des besoins immédiats et à long terme des groupes affectés et vulnérables, mais aussi de leurs capacités, leurs ressources, leur expérience et leurs initiatives accumulées; et s'appuyer dessus sans exclusive, ce qui contribuera à renforcer l'appropriation et la responsabilité institutionnelles dans le processus de reconstruction.
- Impliquer étroitement les institutions internationales, régionales et arabes, qui financent et exécutent les projets et programmes, en créant des partenariats réels de développement qui donnent la plus grande place à l'action et à la voix locales, à travers une participation active et réelle dans les processus de planification, de suivi et d'évaluation des interventions programmées (rôle de facilitateur et de soutien).
- Développer la capacité des communautés locales touchées et vulnérables, et des institutions locales dans des domaines tels que la planification, la préparation aux pré-crisis, la réduction des risques de crises, la gestion des crises et la résolution des conflits, de sorte qu'ils soient une partie intégrante et importante dans les projets et programmes d'intervention attendus.
- Prendre soin des secteurs de micro et petits projets, et prendre l'initiative de plus de centres techniques offrant des innovations et des initiatives aux jeunes diplômés (des deux sexes).
- Dans le cadre des programmes et projets attendus, il est nécessaire de combler les lacunes de connaissances et d'échanges entre les universités, les centres de recherche et la société dans ses diverses institutions.
- Promouvoir, faciliter et soutenir le rôle des institutions du secteur privé, et créer des mécanismes de communication et d'intégration avec les programmes et projets de sécurité alimentaire spécifiques au secteur agricole.
- Faciliter et encourager la mise en place et le développement d'initiatives et de projets de technologie agricole moderne adaptés à l'agriculture urbaine à Gaza (dans les domaines de l'utilisation des terres agricoles, de la diversification et du développement de cultures rentables, et des alternatives agricoles; de la transformation et la commercialisation des produits de l'agriculture; de la gestion des ressources en eau et des eaux usées, de la surveillance de la qualité agricole, de la production écologique; de la recherche et l'enseignement de l'agriculture urbaine; enfin de l'énergie et des sources d'énergies alternatives, etc.)
- Encourager et faciliter d'autres initiatives de mise en réseau et de coordination dans le domaine de l'échange d'expériences et la coopération régionale et mondiale, au travers de réseaux, de forums et des coopératives agricoles et de sécurité alimentaire.
- Faciliter et soutenir la mise en place d'un fonds national palestinien souverain pour atténuer la violence des crises provoquées par la nature ou par l'homme.
- Faciliter et soutenir les initiatives et programmes de lobbying, de plaidoyer et de protection des droits des Palestiniens, concernant le droit à l'accès aux ressources naturelles et le droit de les utiliser afin de servir et d'améliorer la sécurité alimentaire palestinienne et de créer plus d'offres d'emploi réelles, économiques et durables, en particulier pour les jeunes.
- Renforcer le rôle de l'agricultrice/ productrice et la mettre au cœur des programmes et projets de sécurité alimentaire, avec la nécessité de reconnaître son grand rôle dans les activités de sécurité alimentaire agricole, dans les champs comme à la maison et dans la famille. Elle porte, à 50%, de grands fardeaux de souffrance, avant, pendant et après le processus de production agricole, en particulier dans des conditions de crise prolongée.